

L'Abitibi-Témiscamingue apporte une contribution substantielle à l'économie du Québec



De par sa structure économique reposant sur des industries à forte valeur ajoutée, dont l'industrie minière, l'Abitibi-Témiscamingue génère des revenus fiscaux substantiels pour le Québec. Or, il existe un important déséquilibre entre cette contribution fiscale et les transferts gouvernementaux reçus.

Une contribution de plus de 10 G\$ au PIB québécois découlant des dépenses des entreprises du secteur privé en Abitibi-Témiscamingue

| | Abitibi-Témiscamingue | Reste du Québec | Retombées induites | Ensemble du Québec |
|--|-----------------------|-----------------|--------------------|--------------------|
| Valeur ajoutée En M\$ | 7 896,5 | 2 247,9 | n.d. | 10 144,4 |
| Emplois soutenus En ETC ¹ | 47 042 | 16 144 | n.d. | 63 186 |
| Revenus fiscaux et parafiscaux En M\$ | 1 198,2 | 313,3 | 203,6 | 1 715,1 |

1. Équivalent temps complet.

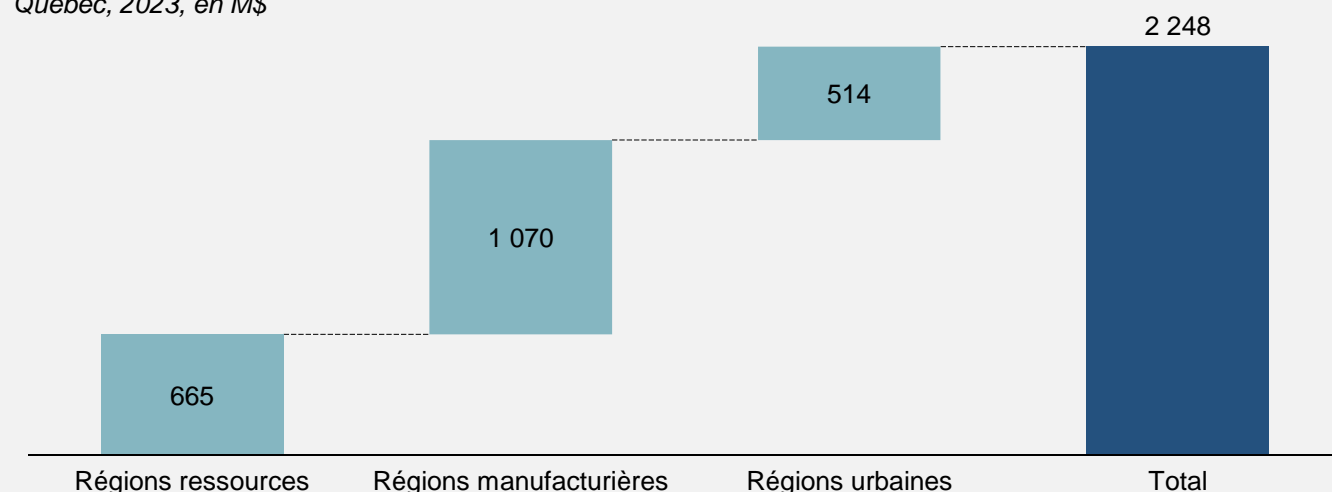
L'économie de l'Abitibi-Témiscamingue soutient davantage les régions hors des grands centres urbains

Globalement, les retombées économiques indirectes de l'Abitibi-Témiscamingue sont majoritairement situées dans les régions hors des grands centres urbains, où la place qu'occupe le secteur de la production de biens dans l'économie est plus importante.

- En particulier, les régions manufacturières bénéficient de près de la moitié des retombées économiques régionales découlant de l'activité des entreprises témiscabitiennes.

Valeur ajoutée, ventilée par type de régions

Québec, 2023, en M\$



L'Abitibi-Témiscamingue affiche un déficit fiscal estimé entre 666 M\$ et 822 M\$ par année par rapport à sa contribution

Selon les données recueillies auprès de Statistique Canada et du MAMH, il est estimé que les MRC, les villes et les municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue ont reçu entre 893 M\$ et 1 049 M\$ en dépenses et transferts du gouvernement du Québec en 2023.

Pour leur part, les entreprises privées de l'Abitibi-Témiscamingue génèrent 1 715 M\$ en revenus fiscaux pour le gouvernement du Québec, et ce, peu importe la méthode utilisée.

Ainsi, l'écart fiscal annuel se chiffre entre 666 M\$ et 822 M\$. Indépendamment du scénario, la région de l'Abitibi-Témiscamingue doit composer avec un déficit fiscal eu égard à la contribution du gouvernement du Québec.

Écart fiscal, selon la méthode

Abitibi-Témiscamingue, 2023, en M\$

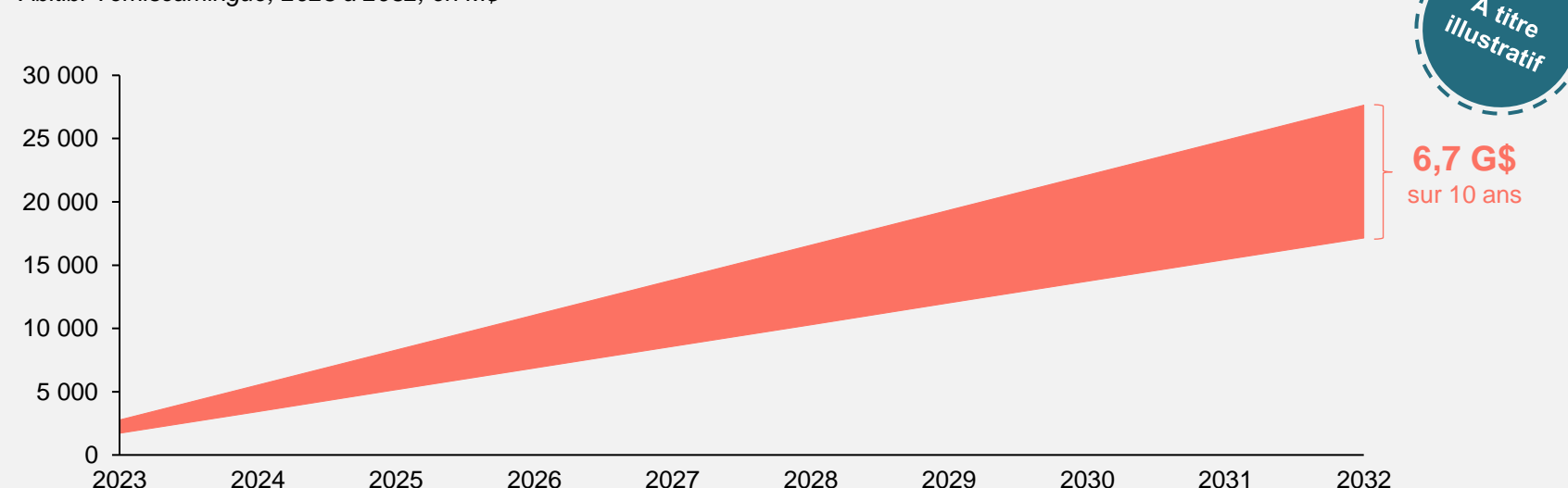
| | Méthode régionale | Méthode nationale |
|---|-------------------|-------------------|
| Revenus fiscaux générés par les entreprises privées | 1 715 M\$ | 1 715 M\$ |
| Dépenses du gouvernement du Québec | (893 M\$) | (1 049 M\$) |
| Écart fiscal | 822 M\$ | 666 M\$ |

Un déficit fiscal qui pourrait se creuser annuellement entre l'Abitibi-Témiscamingue et le gouvernement du Québec

En projetant linéairement la situation actuelle dans le temps, l'écart fiscal entre la région et le gouvernement du Québec pourrait atteindre 6,7 G\$ sur 10 ans, et ce, en suivant les résultats de la méthode nationale.

Écart fiscal cumulatif, méthode nationale

Abitibi-Témiscamingue, 2023 à 2032, en M\$



L'Abitibi-Témiscamingue affiche une économie robuste, mais fait face à des défis démographiques structurels



La région a enregistré une croissance économique supérieure à celle de l'ensemble du Québec dans les quinze dernières années. Les perspectives économiques de l'Abitibi-Témiscamingue sont toutefois assombries par une démographie qui sera en déclin d'ici 2050.

L'Abitibi-Témiscamingue a enregistré une croissance économique robuste dans les dernières années

Le produit intérieur brut (PIB) en Abitibi-Témiscamingue, lequel s'est élevé à 10,6 G\$ en 2022, a crû de 4,4 % en moyenne annuellement au cours des quinze dernières années, soit une croissance supérieure à celle de l'ensemble du Québec (+4,0 %).

L'économie témiscabitiennienne est axée sur le secteur de la production de biens. En particulier, l'industrie minière est le principal moteur de la croissance économique dans la région. Employant environ un travailleur sur huit, l'industrie minière a généré près de 40 % de la croissance économique totale en Abitibi-Témiscamingue entre 2015 et 2022.

+4,4 %

Croissance annuelle moyenne du PIB dans les 15 dernières années

143 615 \$

PIB par emploi, un niveau 25 % plus élevé que dans l'ensemble du Québec

2,9 %

Taux de chômage en 2024, le 2^e plus faible au Québec

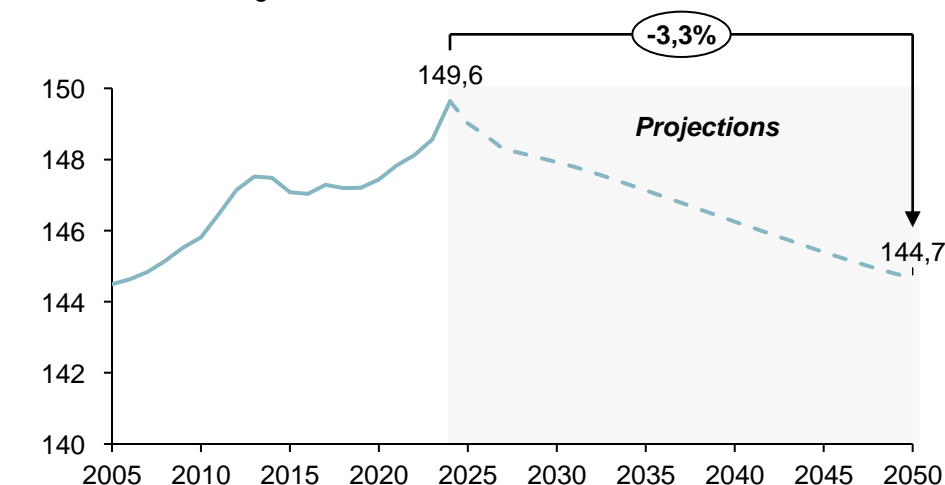
Les perspectives démographiques laissent poindre un recul de la population à l'horizon 2050

Selon les projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, la population de l'Abitibi-Témiscamingue devrait diminuer de 3,3 % entre 2024 et 2050, passant de 149 637 à 144 662 personnes:

- Cette projection contraste avec celle pour l'ensemble du Québec, qui table sur une croissance de 9,4 % sur l'horizon de projection;
- La baisse de la population s'inscrit dans un contexte où le flux migratoire interrégional a été systématiquement négatif pour l'Abitibi-Témiscamingue depuis 2004.

Évolution de la population

Abitibi-Témiscamingue, 2005 à 2050, en milliers



Des investissements publics en infrastructures systématiquement inférieurs au poids démographique de la région

Depuis 2016, le gouvernement du Québec a largement favorisé les grands centres urbains dans l'octroi de financement des infrastructures publiques, au détriment de plusieurs autres régions, dont fait partie l'Abitibi-Témiscamingue:

- En effet, l'écart entre le poids démographique et la part des sommes consacrées à l'Abitibi-Témiscamingue entre les PQI 2016-2026 et 2024-2034 s'élève à 5,6 G\$;
- L'écart persistant entre la part des investissements en infrastructures publiques et le poids démographique de la région crée un déficit en termes de financement public, lequel permettrait de dynamiser la région s'il se résorbait.

Des impacts négatifs tangibles sur la prestation de services à la population

Le sous-investissement dans les infrastructures publiques se fait sentir dans la région. Le report du projet d'agrandissement de l'Hôpital d'Amos en représente un exemple probant:

- Annoncé en 2019, le projet qui vise à agrandir la salle d'urgence et les soins intensifs, en plus de construire un bloc opératoire se fait toujours attendre par les Témiscabitiens.

1 | 80 % des investissements en immobilisation sont réalisés par les entreprises du secteur privé

En moyenne entre 2020 et 2024, l'Abitibi-Témiscamingue est la région où l'investissement privé a occupé la plus grande part dans l'investissement total, à 80 %, contre seulement 20 % pour les investissements publics. Il s'agit de la plus importante disparité parmi les régions du Québec.

2 | La région accueille d'importants investissements étrangers

Depuis 2020, près de 13 % des investissements privés étrangers en immobilisations au Québec ont été réalisés en Abitibi-Témiscamingue, pour un total de 6,2 G\$. De fait, la part des investissements étrangers privés dans la région surpasse nettement son poids économique, alors que la taille de l'économie témiscabitiennienne représente 2,1 % du PIB québécois.

3 | La productivité du travail est étroitement liée à l'investissement en capital des entreprises privées

Que ce soit de l'investissement pour le développement de nouveaux projets ou pour accroître l'automatisation des processus, l'investissement intensif permet d'accroître la productivité des emplois soutenus dans les entreprises. Les secteurs minier et de la fabrication, bien présents en Abitibi-Témiscamingue, sont particulièrement productifs.

Une démographie qui présente des enjeux structurels pour l'Abitibi-Témiscamingue

Les défis auxquels fait face l'Abitibi-Témiscamingue sont d'abord et avant tout démographiques, mais ils ne sont pas une finalité en soi. En ce sens, le gouvernement a un rôle central à jouer pour améliorer l'attraction et la rétention de la population, un rôle qui passe notamment par l'investissement dans de meilleures infrastructures publiques et la réduction de l'écart fiscal.

L'Abitibi-Témiscamingue est porteuse de nombreux effets structurants, qui bénéficient à tout le Québec



Les activités des entreprises privées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue s'alignent sur les stratégies gouvernementales, notamment en ce qui a trait à la hausse de la productivité du Québec, à la transition énergétique et au développement économique régional.

Des effets structurants et à caractère stratégique pour le Québec



Une productivité parmi les plus élevées au Québec

- En 2022, le PIB par emploi dans la région était de 143 615 \$, se classant au 4^e rang au Québec, une productivité du travail qui est 25 % plus élevée que la moyenne de l'ensemble du Québec.
- La région joue un rôle essentiel dans l'atteinte de l'objectif du gouvernement du Québec de la réduction de l'écart de richesse avec l'Ontario.



La région attire de nombreux investissements étrangers

- L'Abitibi-Témiscamingue accueille de nombreux investissements étrangers qui ont des impacts positifs sur la productivité des entreprises et génèrent des revenus fiscaux pour les différents paliers de gouvernement.
- Au-delà des impacts positifs pour la région hôte, les investissements étrangers génèrent des bénéfices pour l'ensemble du Québec.



Présence d'industries en phase avec les besoins, actuels et futurs, du Québec

- La production de minéraux critiques et stratégiques et de bois d'œuvre en Abitibi-Témiscamingue représente un atout pour le Québec, alors que ces produits seront nécessaires afin de répondre aux défis de la décarbonation et de la pénurie de logements.



Soutien au développement économique régional

- Les activités des entreprises privées en Abitibi-Témiscamingue soutiennent le développement économique régional, dont les retombées économiques régionales sont concentrées hors des grands centres urbains.



Diminution de la dépendance aux importations

- La production des entreprises témiscabitiennes dans le secteur des biens permet de réduire le recours aux importations pour les entreprises dans tout le Québec et de sécuriser les chaînes d'approvisionnement face aux chocs géopolitiques.

Note méthodologique, limites de l'étude et sources

L'estimation de la contribution économique et fiscale s'est faite en deux temps.

1. Les retombées économiques statiques, aussi appelées classiques, ont été estimées à l'aide du modèle entrées-sorties régional d'Aviseo, tandis que les retombées fiscales ont été estimées avec le modèle entrées-sorties de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ):
 - Les effets directs correspondent aux retombées économiques découlant des dépenses de fonctionnement des entreprises privées de l'Abitibi-Témiscamingue. Les effets indirects correspondent aux retombées économiques des fournisseurs situés à l'extérieur de l'Abitibi-Témiscamingue et stimulés par les dépenses ces dernières;
 - Les résultats sont exprimés en termes de valeur ajoutée, d'emplois soutenus et de revenus fiscaux pour le gouvernement du Québec.
2. L'écart fiscal a été mesuré en comparant les retombées fiscales estimées par le modèle de l'ISQ avec les dépenses du gouvernement du Québec en Abitibi-Témiscamingue.
 - Celles-ci se déclinent en trois composantes, les dépenses en biens et services auprès des entreprises privées de la région, les salaires et traitements aux employés du secteur public ainsi que les transferts versés aux MRC, aux villes et aux municipalités;
 - Deux approches ont été développées pour quantifier ces dépenses, ce qui a permis de construire un intervalle, dans un souci d'exhaustivité de la démarche.

Aviseo a posé une série d'hypothèses et a eu recours à diverses sources de données afin de réaliser l'estimation des retombées économiques et fiscales:

- Seules les dépenses de fonctionnement des entreprises du secteur privé en Abitibi-Témiscamingue ont été modélisées, l'objectif du rapport étant de comparer la contribution économique des entreprises de la région, notamment en matière de revenus fiscaux qu'elles génèrent;
- Les simulations ont été effectuées en fonction de la structure économique des entreprises privées de l'Abitibi-Témiscamingue. Basé sur le tableau ressource-emploi (TRE) du Québec, Aviseo a isolé la structure de dépenses des entreprises privées de l'Abitibi-Témiscamingue afin de composer le choc de dépenses à modéliser;
- Les dépenses modélisées représentent les dépenses de fonctionnement pour une année type;
- Les répercussions sur les revenus des gouvernements sont basées sur la structure fiscale de 2024, de même que sur les hypothèses et choix méthodologiques de l'ISQ. Les retombées pourraient évidemment varier si le régime fiscal changeait;
- Les analyses complémentaires, telles que la productivité moyenne des emplois, ont été réalisées à partir des données publiques secondaires disponibles. Les données publiques sont parfois sujettes à révision.